

L'Allemagne veut-elle pousser la Grèce vers la sortie?

PAR MARTINE ORANGE
ARTICLE PUBLIÉ LE MARDI 14 FÉVRIER 2012

La réunion de l'Eurogroupe, prévue demain, pour entériner le plan de sauvegarde de la Grèce, ne sera pas qu'une simple formalité. Le gouvernement grec, pourtant, n'a pas manqué depuis la dernière rencontre des ministres des finances européens, jeudi soir, de donner les gages réclamés par les dirigeants, en contrepartie d'une nouvelle aide de 130 milliards d'euros.

Comme l'Europe l'a exigé, le parlement grec a approuvé dimanche le programme de réformes établies par la Troïka, au prix d'une révolte sociale et d'une explosion politiques aux conséquences incalculables. Et les 325 millions d'euros d'économies, jugés manquants par les Européens lors de la dernière réunion, devraient être trouvés d'ici à mercredi. « *Les Grecs font le nécessaire pour que tout soit sur la table, lors de l'Eurogroupe* », assure-t-on à Bruxelles.

Cette capitulation sans conditions, qui met la Grèce à genoux, devrait satisfaire les dirigeants européens. Il n'en est rien. Avant même la réunion de mercredi, les ministres des finances européens ont fait parvenir une nouvelle liste de conditions que les Grecs doivent avoir



remplies avant la réunion de mercredi. Une première réunion doit se tenir dès ce soir pour commencer à vérifier leur accomplissement, voire en ajouter d'autres. Ce qui s'est passé, dimanche, à Athènes, n'ayant manifestement pas ébranlé leurs convictions.

Poussés par l'Allemagne, qui a clairement pris la direction de l'Europe, les ministres européens entendent notamment contrôler les moyens proposés

par le gouvernement grec pour réaliser les 325 millions d'euros d'économies supplémentaires, afin d'aboutir à une réduction de 3,3 milliards d'euros des dépenses publiques dès cette année. Ils demandent aussi le détail de la mise en œuvre de la réduction de 22 % des salaires minimums. Il devrait être aussi question de la création d'un compte bloqué sur lequel seraient placés les milliards d'aide versés par l'Europe et le FMI, et qui seraient versés directement aux créanciers, afin de les rassurer, comme l'a suggéré l'Allemagne. De même, selon certaines rumeurs, les Européens pourraient exiger que les impôts, à l'avenir, ne soient plus collectés par les services des impôts grecs, mais directement par les banques, afin de s'assurer des rentrées.

Mais c'est surtout l'engagement des partis politiques à soutenir le programme dans l'avenir qui leur tient le plus à cœur. **Les Européens ont exigé que l'ensemble de la classe politique grecque signe le plan d'austérité et les réformes préparées par la Troïka.** Les responsables européens tiennent d'autant plus à cette signature formelle que les déclarations d'Antonis Samaras, le leader de la nouvelle démocratie (droite), lors du scrutin de dimanche, ont jeté un froid. « *Je veux éviter de sauter dans le vide aujourd'hui, je veux gagner du temps, restaurer la normalité et aller aux élections demain. C'est pourquoi je vous demande de voter en faveur du nouveau plan aujourd'hui, afin d'être en mesure demain de renégocier et de changer la politique actuelle qui nous est imposée* », a-t-il déclaré.

La chancelière allemande a répliqué dès lundi : « *Il ne peut y avoir d'amendement au programme et il n'y en aura pas* », essayant ainsi de tuer dans l'œuf toutes les velléités grecques de revenir sur un plan que tous savent impossible à respecter. Mais, pour être sûrs qu'il n'y aura aucun retour en arrière, ils exigent une signature en bonne et due forme. Une façon de préempter les élections et de vider la démocratie grecque de sa substance, quel que soit le résultat des élections législatives.

Même si les Grecs se plient à toutes les exigences, il n'est pas sûr que le plan de sauvetage grec soit approuvé demain. Le ministre luxembourgeois des finances, Luc Frieden, a déclaré lundi, lors d'un conseil transatlantique, que les Européens avaient besoin de tous les détails sur ce que les mesures allaient produire avant d'approuver le sauvetage de la Grèce. Les Allemands, soutenus par les Pays-Bas et la Finlande, ont déjà fait savoir qu'ils ne donneraient qu'un soutien conditionnel, s'ils estimaient que les engagements étaient insuffisants. Quitte à renvoyer l'approbation finale à une autre rencontre la semaine d'après.

A quoi joue l'Allemagne ?

A ce stade, une question s'impose : à quoi joue l'Allemagne ? Alors que le calendrier de la restructuration de la dette grecque est de plus en plus serré, que l'échéance de remboursement du 20 mars, si elle n'est pas honorée, risque de précipiter Athènes dans une situation désordonnée, pourquoi Berlin prend-il un tel risque de placer l'ensemble de la zone euro sur une corde raide ?

Déjà, l'attitude du ministre allemand, Wolfgang Schäuble, qui, avant même la réunion de jeudi soir, annonçait qu'aucun accord ne



serait formalisé ce soir-là, soulevait une interrogation. Jusqu'alors, les ministres européens se contentaient de superviser et d'approuver les accords négociés au préalable. Pourquoi brusquement une telle réserve ? Les laborieuses discussions menées depuis des semaines entre les représentants du FMI, de la BCE, de l'Union européenne avec les autorités grecques, tout autant que les pourparlers compliqués avec Charles Dallara, président de l'institut de la finance internationale, parlant au nom de tous les créanciers privés, devaient-elles être tenues pour

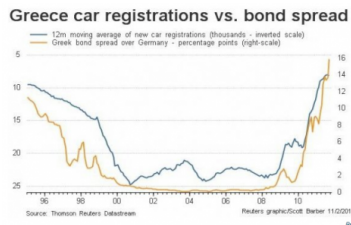
nulles ? Jamais, en tout cas, des responsables européens n'avaient marqué une telle distance par rapport à des instances institutionnelles européennes et internationales.

La nette prise de distance de l'Allemagne semble marquer un net revirement dans l'approche de Berlin sur la crise de la zone euro, au fur et à mesure que l'échec des programmes d'austérité imposés à la Grèce devient patent. Avant même les nouvelles mesures d'austérité, **la dépression s'installe dans tout le pays**. Au quatrième trimestre 2011, l'activité économique a enregistré une chute de 7 % du PIB, au lieu des 3 % attendus. Les faillites se comptent en milliers, le chômage atteint 21 % de la population active. Un jeune sur deux est sans emploi.

Pour Berlin, il est inutile de s'entêter et de gaspiller l'argent des contribuables, en priorité allemands : la Grèce ne peut plus être sauvée. Le ministre des finances, Wolfgang Schäuble, l'a dit lors d'une réunion parlementaire vendredi. Il a indiqué qu'après le plan de sauvetage, si tout se déroulait comme prévu, l'endettement grec à l'horizon serait au mieux de 136 % du PIB, alors que le FMI estime que la Grèce doit retrouver au moins un endettement de 120 % du PIB – niveau déjà excessivement élevé, pour s'en sortir. Dimanche, il a réitéré son analyse, considérant que la Grèce était un «*puits sans fond*».

Plutôt que de reconnaître l'erreur politique et économique de l'Europe depuis deux ans, et essayer de la corriger, même s'il est bien tard, Berlin préfère mettre tout sur le dos de la Grèce. L'incurie, la gabegie, la corruption, les mensonges de la classe politique grecque sont de merveilleux alibis. Cela permet d'éviter de poser les véritables questions sur les vices d'origine de la construction de la zone euro, où la réunion des pays avec des économies, des systèmes de production, des systèmes sociaux

et fiscaux différents a conduit à des distorsions ingérables, car non compensées par des transferts, où la surévaluation de l'euro, aligné sur le deutsche



mark, a laminé l'ensemble des activités de production de l'Europe du Sud. L'Allemagne en a profité (voir le petit graphique mettant en regard l'évolution de la dette grecque et des importations de voitures). Mais elle est un des seuls pays européens.

Berlin, qui a accepté à contrecœur l'entrée de la Grèce dans la zone euro (voir l'article : **pourquoi l'Allemagne a décidé de faire un exemple**), voit aujourd'hui le moyen de remettre de l'ordre. Tout se met en place pour organiser le départ de la Grèce de la zone euro. **Le scénario est à l'étude depuis le printemps dernier.** Mais il est difficile de pousser un pays européen hors de la monnaie unique. D'autant que la France, soutenue par l'Italie, l'Espagne et d'autres, se refuse à cette sortie et une révision de la carte de la zone euro. « *Toute sortie d'un pays serait fatale à la construction européenne. Elle ne pourrait conduire qu'à son effacement* », ont prévenu à plusieurs reprises des dirigeants européens, l'ancien président de la BCE, Jean-Claude Trichet, n'étant pas le dernier à adresser cette mise en garde.

Partage des rôles

Alors pour obtenir ce départ, mais de façon volontaire, l'Allemagne et les pays européens alignés sur ses positions, durcissent toujours plus les conditions jusqu'à les rendre toujours plus inacceptables. Un jour, le ministre des finances allemand propose la mise sous tutelle de fait de la Grèce, en la plaçant sous l'administration d'un commissaire européen. Devant le tollé, Berlin a reculé pour mieux sauter. A défaut d'un commissaire européen, l'Allemagne a suggéré la création du fameux compte bloqué, puis la signature des partis politiques, puis la garantie

des nouvelles obligations grecques par des biens publics privatisables. Chaque jour, une nouvelle idée de contrôle peut surgir.



Officiellement, la chancelière allemande exclut la sortie de la Grèce de la zone euro. A plusieurs reprises, elle s'est démarquée de son ministre des finances. Mais celui-ci continue chaque jour d'exposer sa ligne. Les observateurs finissent par se demander si les divergences de vue entre Angela Merkel et Wolfgang Schäuble sont si importantes que cela. N'assiste-t-on pas plutôt à un partage des rôles entre la chancelière allemande – qui continue de garder la ligne diplomatique afin de ne pas heurter de front les autres partenaires européens, la France en tête –, et le ministre allemand des finances – qui lui mène le travail de sape pour arriver là où Berlin souhaite en venir.

Lundi, il a dévoilé publiquement ses pensées secrètes dans un entretien à la chaîne de télévision ZDF : « *Ce que nous entreprenons en ce moment est le moins mauvais de ce que peut arriver à la Grèce, si les tentatives pour garder la Grèce dans la zone euro échouaient* », a-t-il déclaré. Avant de poursuivre : « *Si tout échouait, si la Grèce devait sortir de la zone euro et faire défaut, nous sommes mieux préparés qu'il y a deux ans.* »

Nous y voilà. Sans précaution oratoire désormais, Berlin estime que le départ de la Grèce ne serait plus une catastrophe, non pas pour Athènes, dont Berlin ne semble pas avoir grand-chose à faire, mais pour les banques qui ont eu le temps de se préparer. C'est ce que soutenait aussi le gouvernement républicain de George Bush, largement influencé par Goldman Sachs, en choisissant de laisser tomber Lehman Brothers, au nom du même aléa moral.

Pour rassurer les autres dirigeants européens qui redoutent un ébranlement rapide de toute la zone euro, Wolfgang Schäuble s'est livré jeudi à ce qui ressemble à une mise en scène. Lors de la réunion de l'Eurogroupe, il s'est entretenu en aparté avec le ministre des finances portugais. Hasard ? Les micros étaient ouverts et la conversation a été entendue des journalistes et rapportée dans la presse. Le ministre allemand s'est naturellement offusqué qu'une conversation privée soit rendue publique. Mais le message était passé : « *Nous regarderons la renégociation des aides au Portugal, dès que le cas grec aura été traité.* » Décryptage : la zone euro s'ampute de la Grèce mais ce sera un cas unique. L'Allemagne est prête à aider à nouveau le Portugal, afin d'éviter la déconstruction de l'Europe. Au passage, la proposition d'aide est un nouvel aveu de la politique d'austérité imposée par l'Europe, sous la conduite du couple franco-allemand.

Le plan allemand a-t-il des chances d'être exécuté ? Berlin va d'abord devoir vaincre les réticences de ses partenaires européens, inquiets de cette révision. Mais c'est surtout du côté des Etats-Unis, qui ont trouvé en Mario Monti, le nouveau premier ministre italien, un allié de poids, que les résistances risquent d'être le plus élevées. Les certitudes allemandes sont en effet loin d'être partagées de l'autre côté de l'Atlantique, qui a lui aussi beaucoup à perdre dans un éclatement de la zone euro, à commencer par une déstabilisation massive de son système financier. Car si, sur le papier, la sortie de la Grèce de la zone euro peut paraître souhaitable, tant son économie est étouffée par le corset d'un euro trop fort, c'est une autre affaire de précipiter brutalement un pays dans un défaut et le priver d'une monnaie avec laquelle il vit depuis dix ans. Les conséquences sociales, économiques, financières, politiques sont incommensurables. Mais cela ne semble plus effrayer Berlin.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 1 538 587,60€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur et prestataire des services proposés : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 1 538 587,60€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.